



Pour diffusion immédiate : 24/04/2023

GOUVERNEURE KATHY HOCHUL

**LA GOUVERNEURE HOCHUL ANNONCE L'OUVERTURE D'UNE
INFRASTRUCTURE PUBLIQUE DESTINÉE À STOCKER LES KITS DE COLLECTE
DE PREUVES DE DÉLITS SEXUELS QUI N'ONT PAS ÉTÉ REMIS AUX FORCES DE
L'ORDRE**

Le stockage sécurisé permet aux victimes d'agressions sexuelles de recevoir des soins médicaux, de consentir à la collecte de preuves et d'avoir le temps de décider si elles souhaitent déposer une plainte auprès de la police

Le Bureau des services aux victimes de l'État a mis en place cette structure pour se conformer à la loi de l'État qui exige que les kits non déclarés soient conservés pendant 20 ans à compter de la date de leur collecte

La gouverneure Hochul ordonne que les monuments de l'État soient illuminés en bleu, vert et violet ce soir, 24 avril

La gouverneure Kathy Hochul a annoncé aujourd'hui l'ouverture d'une infrastructure publique destinée à stocker les kits de collecte de preuves de délits sexuels qui n'ont pas été confiés aux forces de l'ordre. Le stockage sécurisé permet aux personnes victimes d'agressions sexuelles de recevoir des soins médicaux, de consentir à la collecte de preuves médico-légales et d'avoir le temps de décider si elles souhaitent porter plainte auprès de la police. Le Bureau des services aux victimes de l'État (State Office of Victim Services) a créé cette infrastructure pour se conformer à la loi de l'État qui exige que les kits non signalés soient conservés pendant 20 ans à compter de la date de leur collecte. Les hôpitaux de Capital Region, Mohawk Valley et de l'ouest de l'État de New York sont les premiers à informer les victimes du transfert de leurs kits et à leur indiquer comment les retrouver. Les hôpitaux des autres régions de l'État suivront ce processus dans les mois à venir.

La gouverneure Hochul a déclaré : « L'État de New York s'engage à soutenir les victimes d'agressions sexuelles de toutes les manières possibles. Ce nouvel établissement public sera un outil essentiel pour fournir un soutien et rendre la justice, tout en offrant aux victimes un cadre solide pour leur permettre de guérir et d'alléger la pression qu'elles peuvent ressentir lorsqu'il s'agit de délais légaux ».

« Ce centre permettra aux survivants de faire le point sur ce qui s'est passé et de prendre les décisions qui s'imposent pour leur avenir », **a déclaré le lieutenant-gouverneur Antonio Delgado.** « Nous nous engageons à soutenir les victimes et à veiller à ce qu'elles disposent des ressources, du soutien et d'une série complète de services et d'options pour entamer le processus de guérison. Il s'agit d'une avancée considérable pour New York et pour les droits des victimes. »

Elizabeth Cronin, directrice du Bureau des services aux victimes de l'État de New York, a déclaré : « L'accès à des soins médicaux dans des délais raisonnables à la suite d'une agression sexuelle est essentiel. Il permet à une personne de se faire soigner et de recevoir des traitements, ainsi que d'autres services et aides qui peuvent lui permettre de prendre la décision de signaler ou non l'incident à la police. Si elles ne sont pas prêtes à faire appel au système de justice pénale, la conservation des preuves médico-légales et autres élargit également leurs options, et le stockage sécurisé des kits leur donne le temps et le recul nécessaires pour envisager les démarches qui leur conviennent le mieux ».

Le directeur Cronin s'est joint à ses collègues des agences de l'État, aux professionnels de la santé, aux représentants des victimes, aux forces de l'ordre et à d'autres professionnels au centre médical d'Albany ce matin pour discuter des actions de l'établissement et pour informer les victimes sur le fait que les hôpitaux sont tenus de déployer tous les efforts nécessaires pour les contacter avant le transfert de leur kit. Cette notification permet aux personnes de décider de transférer leur kit à l'établissement, de notifier l'incident aux forces de l'ordre ou de consentir à ce que leur kit soit éliminé. Les hôpitaux de l'État ont stocké environ 10 000 kits.

Située à Capital Region, cette infrastructure est sécurisée, climatisée et conçue pour préserver l'intégrité des preuves potentielles. Les kits ont commencé à être acceptés à la mi-janvier 2023 et, à ce jour, l'Albany Medical Center et le Glens Falls Hospital, tous deux membres de l'Albany Med Health System, ont transféré 525 éléments dans les locaux de l'établissement : 277 kits de collecte de preuves d'infractions sexuelles, 83 kits d'agressions sexuelles facilitées par la drogue et 165 autres éléments tels que des vêtements et de la literie. La capacité actuelle de l'infrastructure est de 17 400 éléments et passera à 26 600 éléments lorsque la rénovation d'une deuxième aile de stockage sera terminée.

Avant l'envoi des kits à l'établissement, le personnel hospitalier doit être formé au système électronique d'enregistrement et de suivi des kits et autres éléments, ainsi qu'à la partie du système relative à la communication d'informations aux victimes. Le personnel du Bureau des services aux victimes est en train de former le personnel hospitalier à Capital Region, Mohawk Valley et l'ouest de l'État de New York afin qu'il puisse transférer les kits et autres éléments vers l'infrastructure et en informer les victimes. Le personnel hospitalier du centre de l'État de New York, de Long Island et du North Country devrait recevoir cette formation en mai. Le Bureau des services aux victimes formera le personnel hospitalier de la ville de New York en août et celui des Finger Lakes, du Mid-Hudson et du Southern Tier en novembre.

La gouverneure Hochul a également ordonné que les monuments suivants soient illuminés en bleu, vert et violet ce soir, 24 avril, en reconnaissance de la Semaine nationale des droits des victimes de la criminalité et pour honorer les victimes et les survivants, et saluer les professionnels qui les soutiennent :

- One World Trade Center
- Pont Gouverneur Mario M. Cuomo
- Pont Kosciuszko
- Le bâtiment H. Carl McCall SUNY
- Bâtiment de l'éducation nationale
- Immeuble de bureaux d'État Alfred E. Smith
- Empire State Plaza
- Parc des expositions de l'État - Porte principale & centre d'exposition
- Chutes de Niagara
- Passerelle de l'aéroport international d'Albany
- MTA LIRR - Passerelle East End à Penn Station
- Pont levant de l'aéroport sur le canal Erie
- Moynihan Train Hall

Rossana Rosado, commissaire à la division des services de justice pénale de l'État de New York (New York State Division of Criminal Justice Services), a déclaré : "L'État de New York continue de jouer un rôle de premier plan en matière d'aide aux victimes et de sécurité publique. Je suis fier du travail accompli par mon équipe pour veiller à ce que les professionnels de la santé disposent des ressources et de la formation nécessaires pour fournir des soins de qualité et empreints de compassion aux personnes qui en ont besoin. Ces projets importants donnent aux victimes la possibilité de prendre les décisions qui leur conviennent et leur permettent de rester informées, qu'elles choisissent ou non de s'engager dans le système de justice pénale ».

James McDonald, commissaire par intérim du Département de la santé de l'État de New York (New York State Department of Health), a déclaré : « Il est très important que les victimes reçoivent le temps, la compassion et le soutien émotionnel dont elles ont besoin pour surmonter des traumatismes qui peuvent avoir un impact sur tous les aspects de leur vie. Je remercie la gouverneure Hochul pour son leadership continu sur cette question, et je félicite le Bureau des services aux victimes pour le travail qu'il accomplit afin que les survivants se sentent en sécurité et entendus ».

Suzanne Miles-Gustave, commissaire par intérim du Bureau des services à l'enfance et à la famille de l'État de New York (New York State Office of Children and Family Services), a déclaré : « On ne saurait trop insister sur l'importance de cet établissement. Les victimes d'agressions sexuelles ont le droit de demander des soins médicaux immédiats et doivent également disposer du temps et de l'espace nécessaires pour réfléchir à la manière d'aller de l'avant après une expérience aussi traumatisante. Le Bureau des services à l'enfance et à la famille soutient fermement les

victimes en supervisant 28 agences communautaires de lutte contre la violence domestique qui sont doublement certifiées en tant que programmes de lutte contre le viol, et nous sommes fiers qu'elles fournissent une aide à un moment où elle est le plus nécessaire. Nous ne remercierons jamais assez OVS d'avoir pris des mesures audacieuses et concrètes pour montrer aux victimes que nous ne cesserons jamais de soutenir leur bien-être physique et émotionnel ».

La Directrice exécutive du Bureau chargé de la prévention de la violence domestique de l'État de New York, Kelli Owens, a déclaré : « De nombreuses victimes ne révèlent leur agression sexuelle que plusieurs années après les faits. Le stockage sécurisé des SOECK permet aux victimes de disposer des informations et du temps nécessaires pour décider si elles souhaitent porter plainte auprès des forces de l'ordre, tout en recevant les soins physiques et mentaux dont elles ont besoin. L'OPDV tient à saluer l'engagement d'OVS en faveur des victimes et se réjouit de la poursuite de notre partenariat pour transmettre le message et fournir des informations sur le processus de stockage des kits ».

Daniel W. Tietz, commissaire du Bureau d'assistance temporaire et d'invalidité de l'État de New York (New York State Office of Temporary and Disability Assistance), a déclaré : « Trop souvent, le simple traumatisme causé par une agression sexuelle peut laisser une victime dans l'incertitude quant à la meilleure façon d'avancer dans les jours, les mois et parfois même les années qui suivent. Cette infrastructure offre un lieu sûr et centralisé où les kits d'agression sexuelle peuvent être stockés correctement, ce qui laisse aux victimes le temps de surmonter leur épreuve et de décider s'il y a lieu d'impliquer les forces de l'ordre. À l'occasion de la Semaine nationale des droits des victimes de la criminalité, cette infrastructure est un excellent exemple de la manière dont l'État de New York et le Bureau des services aux victimes placent les besoins des victimes au premier plan et veillent à ce qu'ils disposent des ressources nécessaires pour les aider à se reconstruire ».

Ilse Knecht, directrice de la politique et du plaidoyer à la Joyful Heart Foundation, a déclaré : « Les victimes d'agressions sexuelles, peu importe la voie qu'elles empruntent pour porter plainte, méritent d'avoir accès aux informations concernant leur kit et d'être sûres qu'il soit conservé en toute sécurité. Notre recherche de 2016, [Navigating Notification](#), a révélé que les victimes se sentent très concernées par le matériel recueilli au cours de leur examen et que le fait de disposer d'informations cohérentes et à la demande sur l'état de leur kit peut les aider dans leur processus de guérison. Ce nouvel établissement, le premier du genre dans le pays, est une avancée significative pour New York dans la création d'un système tenant compte des traumatismes et faisant des besoins des victimes et de leur guérison une priorité ».

La responsable du programme de médecine légale de l'Albany Medical Center, Kaylin Dawson R.N., a déclaré : « Le service des urgences du centre médical d'Albany est occupé 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 par des médecins légistes spécialisés dans les agressions sexuelles, qui sont spécialement formés pour traiter les patients ayant subi une agression sexuelle et pour recueillir des preuves susceptibles

de contribuer à une condamnation. Grâce en partie aux preuves que nous avons recueillies, les patients disposent d'options à la suite des soins médicaux qu'ils ont reçus, y compris la possibilité de porter plainte auprès du système judiciaire. Nous remercions le Bureau des services aux victimes pour les efforts qu'il a déployés afin d'accroître le temps dont disposent nos patients pour prendre cette décision très difficile et personnelle, et pour nous aider à transmettre ce message important à nos patients ».

L'infirmière chargée de l'examen des agressions sexuelles à l'hôpital de Glens Falls, Nadia Giumarra R.N., a déclaré : « Les preuves recueillies avec soin par nos examinateurs médico-légaux spécialement formés et compatissants, nécessitent des soins et une manipulation appropriés afin de préserver l'intégrité de leur contenu. Nous félicitons le Bureau des services aux victimes de l'État de New York d'avoir créé un lieu où les kits de preuves de nos patients peuvent être conservés de manière sûre, sécurisée et efficace. Ce processus contribuera à garantir que toutes les victimes d'agressions sexuelles à l'hôpital de Glens Falls et dans tout l'État de New York disposent du temps et du contrôle nécessaires pour prendre les décisions les plus adaptées à leur situation ».

La division des services de justice pénale de l'État (Division of Criminal Justice Services, DCJS) fournit gratuitement aux hôpitaux et aux établissements médicaux des kits de collecte de preuves en cas de délit sexuel et des kits d'agression sexuelle facilitée par la drogue. Le DCJS, en partenariat avec une équipe multidisciplinaire de professionnels, a récemment mis à jour les kits afin de rationaliser le processus de collecte des preuves, de le rendre moins invasif et d'allonger le délai d'obtention des preuves médico-légales de 96 heures à 120 heures. [DCJS doit également mettre en place un système électronique qui permettra aux victimes de suivre leurs kits](#) à partir du moment où ils sont collectés par les forces de l'ordre et ensuite envoyés à un laboratoire de police scientifique pour y être testés. Ce système devrait être pleinement opérationnel d'ici 2025.

Le Bureau des services aux victimes [rembourse directement les prestataires médicaux pour le coût d'un examen médico-légal pour viol \(Forensic Rape Exam, FRE\)](#) si une personne n'a pas d'assurance maladie privée ou choisit de ne pas utiliser son assurance maladie privée pour l'examen. Cette mesure constitue une exception à la règle du payeur en dernier ressort de l'agence et garantit le respect de la vie privée des victimes. Le Bureau des services aux victimes accepte également les demandes d'indemnisation FRE au lieu des rapports de police, ce qui permet aux personnes de demander une aide financière et un remboursement à l'OVS pour d'autres dépenses liées à l'acte criminel.

L'OVS finance et soutient 239 programmes d'aide aux victimes dans tout l'État, qui fournissent des services essentiels, tels que des conseils en cas de crise, des groupes de soutien, la gestion des dossiers, des hébergements d'urgence, une aide juridique civile et une aide au déménagement, entre autres, aux victimes et aux survivants d'agressions sexuelles et d'autres crimes, ainsi qu'à leurs familles. Les particuliers peuvent consulter ovs.ny.gov/connect pour découvrir ces programmes, qui offrent des

services gratuits, que la personne ait ou non signalé le délit à la police. La ligne d'assistance téléphonique de l'État de New York pour les violences domestiques et sexuelles est disponible pour un soutien confidentiel et une assistance 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 : 800-942-6906 (téléphone), 844-997-2121 (message) et [opdv.ny.gov](https://www.opdv.ny.gov) (chat).

###

Informations supplémentaires disponibles sur le site Web www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418

[SE DÉSABONNER](#)